

FRONTEX [EXIT]

CONCLUSION

Depuis 10 ans, Frontex s'est fortifiée, sans réel contrôle démocratique : dotée d'un arsenal quasi-militaire, elle est de plus en plus puissante, de plus en plus opaque, de plus en plus dangereuse.

La décision de l'UE et ses Etats membres de renforcer les moyens de l'agence a conduit à dévier les routes migratoires, toujours aussi dangereuses et mortifères, et à bloquer les personnes qui désirent rejoindre l'UE toujours plus loin de la frontière, quitte à les exposer à des violations des droits dans des pays dont elles ne peuvent partir.

L'attribution de moyens supplémentaires à Frontex indique également que la priorité de l'UE et de ses Etats membres n'est ni le sauvetage en mer, ni l'ouverture de voies de migration légales, ni l'accueil.

Si le nombre de tragédies en mer a effectivement diminué ces derniers mois, le rôle de Frontex doit être fortement relativisé : son but premier est bien d'identifier les personnes indésirables pour les renvoyer.

Face au repli sécuritaire alimenté par la récente crise des politiques migratoires et la menace terroriste partout en Europe, il est crucial de contrer un discours politique qui tend à associer migration et terrorisme et à justifier sur cette base des mesures et des politiques visant à restreindre les droits fondamentaux.

Nous rappelons aux Etats leurs obligations internationales qui revêtent dans ce contexte une importance capitale.

La campagne Frontexit alerte les décideurs et l'opinion publique sur ce sombre anniversaire : il est urgent de respecter enfin les valeurs d'accueil et de protection des personnes en migration dont se revendique l'UE, et donc de mettre un terme aux activités de Frontex, incompatibles avec le respect des droits fondamentaux.

LES 10 CADEAUX EMPOISONNÉS DE FRONTEX POUR SON 10^{ÈME} ANNIVERSAIRE

Véritable bras armé de l'Union européenne (UE), l'agence Frontex, opérationnelle depuis 2005, est une réponse au fantasme d'une invasion des personnes en migration en Europe.

Malgré les nombreuses dénonciations sur l'absence de responsabilité juridique de l'agence et son opacité, en dépit des modifications insuffisantes du règlement encadrant son fonctionnement, le mandat de Frontex demeure incompatible avec le respect des droits fondamentaux.

Voici 10 mesures à venir¹, véritables cadeaux empoisonnés pour les 10 ans de Frontex, qui incarnent cette fuite en avant désespérément sécuritaire, au détriment des droits fondamentaux des personnes en migration, de leur accueil et de leur protection.

1- FRONTEX SE DÉPLOIE DANS LES CENTRES DE TRI (HOTSPOTS) ET DE TRANSIT (PROCESSING CENTRES)

Dans des centres situés dans les pays de première arrivée (Italie, Grèce, pour le moment), l'UE effectue un tri entre les personnes, identifiées par nationalité, puis catégorisées : 'une part les demandeurs d'asile, autorisés à rester, d'autre part les autres, considérés comme « migrants économiques » « voués » à l'expulsion. Frontex en est l'un des opérateurs avec **350 agents déployés à terme pour ce faire**. L'agence procéderait à la prise d'empreinte obligatoire, à l'identification et à des interviews poussées. Ces pratiques existaient avant 2015 et sont donc systématisées, malgré les nombreux **rapports des ONG ou des organes de contrôle indépendants sur les violations des droits**.

2- FRONTEX A UN RÔLE RENFORCÉ DANS L'EXPULSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Le 15 décembre 2015, la Commission européenne proposera d'élargir le mandat de Frontex pour faciliter l'expulsion des personnes en situation administrative irrégulière en autorisant Frontex à organiser, de sa propre initiative, des « opérations de retour conjointes » ou expulsions communautaires, jusqu'ici prérogative des Etats membres. L'objectif serait ainsi de sous-traiter à l'agence le renvoi forcé des personnes indésirables, à moindre coût.

3- FRONTEX CONTRIBUE AU SUIVI DES MOUVEMENTS IRRÉGULIERS DANS L'ESPACE SCHENGEN

Initialement créée pour coordonner le contrôle aux frontières extérieures de l'UE, Frontex est de plus en plus active en dehors de son mandat géographique. Elle contribue aux opérations d'arrestations de personnes en situation irrégulière au sein de l'UE (**octobre 2014 et avril 2015**) **en transmettant des informations aux forces de police des pays membres**.

Connectée aux bases de données des officiers d'immigration, au système d'information Schengen, habilitée à transmettre des données personnelles à Europol, Frontex est devenue un acteur incontournable du renseignement sur les personnes étrangères.

4- FRONTEX ÉCHANGE DES DONNÉES AVEC PLUS DE 40 PAYS, Y COMPRIS CEUX QUI BAFOUENT LES DROITS

Frontex échange des informations sur les mouvements migratoires et la sécurité aux frontières avec 23 pays africains, 3 pays d'Europe de l'Est (dont la Biélorussie) et 4 pays des Balkans sans contrôle des parlements sur la compatibilité avec le respect des droits humains (notamment le droit international, le droit européen et la Charte de l'Union Africaine). Ce réseau sera bientôt **élargi aux signataires de la déclaration de Khartoum**, qui compte des pays où les violations des droits sont systémiques et largement documentées, comme l'Erythrée, le Soudan et l'Égypte.

L'EUROPE EST EN GUERRE CONTRE UN ENNEMI QU'ELLE S'INVENTE
WWW.FRONTEXIT.ORG

5- FRONTEX DÉPLOIE DU PERSONNEL HORS EUROPE POUR CONTRÔLER TOUJOURS PLUS LOIN

En décembre 2015, Frontex disposera d'un officier permanent au sein de la délégation de l'UE à Ankara (Turquie). L'échange d'informations ainsi que la « coopération opérationnelle » sur les mouvements migratoires et le contrôle aux frontières **sont des aspects clés de la mission de Frontex**. Cet officier de liaison immigration constitue un élément de la politique d'externalisation des contrôles de l'UE, loin de tout contrôle juridictionnel des États membres et des pays de coopération.

6- FRONTEX FORME LES GARDES-FRONTIÈRES DE PAYS VOISINS

Frontex est utilisée pour renforcer les contrôles migratoires en amont de la frontière européenne. Des séminaires et des formations de renforcement de capacité pour empêcher les sorties et entrées irrégulières sont organisés dans les pays signataires d'accords (par exemple **les « partenariats pour la mobilité »**). Les formations permettent d'instiller directement les pratiques et la vision sécuritaire de l'UE chez ses voisins.

7- FRONTEX CONTRIBUE À LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Depuis sa création, Frontex est le symptôme d'une politique européenne qui présente la migration comme une menace. **Elle produit des analyses qui anticipent un « risque » migratoire**, ce qui nourrit un fantasme d'invasion et favorise la criminalisation des personnes en migration et de leurs soutiens. En novembre 2015, le Conseil de l'UE a annoncé que Frontex contribuera à la lutte anti-terroriste sans plus de détails. Ceci alimente la méfiance envers les personnes migrantes, assimilées à des terroristes, et attise les sentiments xénophobes et racistes.

8- FRONTEX, LA PLUS FINANCÉE DES AGENCES DE L'UE, NE CESSE DE VOIR SON BUDGET AUGMENTER

En 10 ans, l'agence a vu son budget presque décupler. À l'heure où des efforts budgétaires sont demandés dans tous les secteurs, le budget de Frontex devrait atteindre 176M en 2016.

En 2015, le triplement du budget des opérations maritimes Triton et Poséidon a été présenté comme une réponse aux naufrages en Méditerranée. Or, ce budget sert avant tout des objectifs de contrôle et de surveillance des frontières et des mouvements migratoires.

9- FRONTEX, UN OUTIL DE COMMUNICATION AU SERVICE DE L'UE

Les États de l'UE utilisent les chiffres de Frontex pour compter les entrées « irrégulières » en Europe. L'agence reconnaît pourtant qu'elle comptabilise des franchissements de frontières, pas des personnes **(qui peuvent franchir plusieurs frontières)**. Cette image gonflée, **reprise par les médias**, nourrit un fantasme d'invasion et rend Frontex légitime auprès de l'opinion publique.

En avril 2015, l'UE a triplé le budget de deux opérations menées par Frontex, prétendant sauver des vies. Or, ce sont la Marine marchande italienne et la société civile qui effectuent le plus de sauvetage, pas Frontex ; le sauvetage en mer n'entre pas dans son mandat, **ce que répète son directeur exécutif**. Frontex porte secours en mer en vertu de ses obligations en droit international, pas de son mandat initial.

10- FRONTEX SE RENFORCE AU DÉTRIMENT DES DROITS DES PERSONNES EN MIGRATION










Échange de données (personnelles), prise d'empreintes, interceptions et interrogatoires, coopération avec des dictatures, contrôles de la circulation des personnes : depuis 10 ans, la question du respect des droits fondamentaux est une préoccupation majeure.

Aucune évaluation de l'impact sur les droits humains hors UE n'a été menée à ce jour. La responsabilité juridique de l'agence ne peut toujours pas être engagée devant une instance indépendante, malgré des cas avérés et supposés de violation des droits durant ses opérations, et en dépit des **nombreuses alertes lancées par le Conseil de l'Europe**, le **Rapporteur Spécial de l'ONU sur les droits des migrants**, ou **encore le Médiateur européen**.

AU SIÈGE : UNE CAPACITÉ D'ACTION EN CROISSANCE

- Possibilité d'initier des opérations de retour conjoints
- Renforcement du budget
- Communication sur la base de méthodologies erronées (par exemple mythe de l'invasion)
- Contribution à la lutte contre le terrorisme

LÉGENDE:

- | | |
|--|--|
|  Déploiement dans les HotSpots déjà ouverts |  Triplement du budget pour les opérations de contrôle en mer |
|  Déploiement à venir dans les HotSpots futurs |  Échange d'information étendu aux signataires de la déclaration de Khartoum |
|  Déploiement d'un Officier de Liaison Frontex |  Pays avec lesquels des échanges d'information ont déjà lieu |
|  Formation des gardes-frontières des pays non-UE |  Analyse des mouvements irréguliers dans l'UE |
|  Opérations conjointes de surveillance et de contrôle aux frontières | |

